



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2806  
13 mai 2022  
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal  
d'Arlette Laguiller

# Face à l'inflation Indexation des salaires sur les prix!



PHOTOS LO

**Lutte ouvrière  
dans les élections  
législatives**

Page 5

**Les 27, 28 et 29 mai**

**La fête**

Pages 8 et 9



**Leur société**

- Face à la hausse des prix : augmenter tous les salaires ! 3
- Retraite : préparer la riposte au plan de Macron 3
- Partis de gauche : la Nupes en marche, marchés de dupes 4
- La lutte des places 4
- Lifting : le président des riches tente le vert 6
- Affaires : peine allégée pour Fillon 6
- Migrants : insécurité et traque policière 6
- Gaz de schiste : les engagements écolos s'évaporent 7
- CMA CGM : les emplettes de l'armateur 7
- Buitoni : le scandale continue 7

**Élections législatives**

- Votez pour les candidats de Lutte ouvrière ! 5

**Politique**

- Un échange Lutte ouvrière - NPA 10

**Dans le monde**

- Grande-Bretagne : camouflet pour le Parti conservateur 11
- Irlande du Nord : la victoire du Sinn Féin 11
- Russie-Ukraine : une sale guerre impérialiste 16
- Union européenne : nouveaux adhérents malvenus 16
- Marché de l'art : maladive spéculation 16

**Dans les entreprises**

- Tours et Métropole 12
- SNCF et transports en commun - Nantes 12
- Carrefour Alma - Rennes 12
- RATP bus 13
- SNCF - Dijon 13
- Toyota - Onnaing 13
- Morts au travail : un système à détruire 13
- Hutchinson (TotalEnergies) 14
- Technocentre Renault Guyancourt 14
- Renault - Vaulx-en-Velin 14
- Durisotti Liberty Sallaumines 15
- Hôpital Saint-Antoine Paris 15

Fête de Lutte ouvrière

8 et 9

# On ne se nourrit pas de promesses !

Alors que Macron vient d'être investi, le monde politique frétille désormais devant les élections législatives. Mais nos préoccupations de travailleurs sont à mille lieues de cette agitation politicienne.

Notre problème, au quotidien, c'est la valse des étiquettes. Et c'est peu dire que les quelques mesures adoptées par Macron ne font pas le poids : depuis des mois, les hausses de prix se multiplient et imposent des sacrifices toujours plus importants !

Depuis 2019, le gasoil a augmenté de 38%, la bonbonne de gaz de 8,6%. Le champion toutes catégories, c'est le fioul. Les mille litres coûtaient 950 euros il y a deux ans, aujourd'hui, c'est 1500 euros. Quant à l'alimentation, il suffit de regarder ce que l'on met aujourd'hui dans le chariot pour voir que les pâtes, l'huile, les œufs, le poulet ou les fruits et légumes sont tous devenus plus chers.

Cette flambée des prix est une catastrophe pour tous ceux qui se privaient déjà pour se nourrir et elle va le devenir pour des millions d'autres.

Dans nombre de familles populaires, on cherche à faire des économies, on traque la moindre dépense superflue, on renégocie les contrats, on roule le moins possible. Et quand la voiture tombe en

panne, il faut se résigner au système D ou à de longs trajets en transport public. En plus d'une journée de travail harassante, il faut maintenant se transformer en chasseurs de promos et trouver mille et une astuces pour réduire la note des courses.

Et le pire est à venir ! Du boulanger au restaurateur en passant par l'éleveur, tous expliquent qu'ils vont devoir encore augmenter leurs prix pour répercuter les hausses de charges qu'ils subissent. Quant aux prix de l'énergie, tant que les spéculateurs profiteront des tensions sur le gaz et le pétrole créées par la guerre en Ukraine, ils ne peuvent que rester très hauts.

Notre portefeuille nous rappelle, jour après jour, la gravité de la situation. Nous la mesurons aussi par les ruptures de chaînes d'approvisionnement et la désorganisation dans les entreprises. Alors, il n'est pas nécessaire d'être économiste ou spécialiste des relations internationales pour réaliser que le monde s'enfonce dans une phase de crise aiguë.

Si nous ne voulons pas subir cette nouvelle

poussée de fièvre, il faut nous préparer à défendre bec et ongles notre pouvoir d'achat.

Ce que les politiciens appellent l'inflation n'est rien d'autre qu'un prélèvement supplémentaire sur les travailleurs et leur appauvrissement, au profit de la minorité capitaliste qui domine l'économie. C'est un aspect de la lutte de classe qui prend aujourd'hui une importance cruciale.

La seule façon de nous en protéger est de nous battre pour un rattrapage des salaires et pour leur indexation automatique sur les hausses de prix. Si les prix augmentent, eh bien, que les salaires, les allocations et les pensions augmentent dans la même proportion ! Et cela dépend d'abord de nous-mêmes, du rapport de force collectif que nous serons capables de construire contre le grand patronat.

La véritable arène où se jouent nos intérêts vitaux, ce sont les entreprises, au cœur même de la production. Et nous en sommes les principaux combattants.

Tant que la saison électorale n'est pas terminée, nous aurons droit aux simagrées des politiciens. Macron veut une majorité qui lui permette de poursuivre son offensive contre le monde du travail. À l'extrême droite, Le Pen se bat pour le titre de première opposante. À gauche, les marchands d'illusions cherchent à susciter de l'enthousiasme, parce qu'ils sont à nouveau réunis. Ces combats de coqs ne sont que diversions.

Les promesses qu'ils continuent d'agiter ne sont que du vent parce qu'ils n'ont, de toute façon, pas le pouvoir de décider ce qui est essentiel pour nous, travailleurs. Car ni les prix, ni les salaires, ni nos conditions de travail ne sont fixés par l'Assemblée nationale, le gouvernement ou le président de la République : ils sont imposés par le patronat en fonction de la crise économique. Crise qu'aucun politicien n'est capable de juguler. Alors, laissons-les à leur cinéma !

L'enjeu pour nous, travailleurs, c'est de retrouver la volonté d'agir par nous-mêmes. Pour affirmer cette nécessité, Lutte ouvrière présentera des candidats dans toutes les circonscriptions. Tous sont des travailleuses et des travailleurs qui militent pour aider notre camp à s'organiser et à défendre ses conditions d'existence. Même minoritaires, ils montreront qu'il existe un courant dans le monde du travail déterminé à ne pas se laisser faire.

Nathalie Arthaud



## Face à la hausse des prix : **augmenter tous les salaires !**

**Selon que vous serez puissant ou misérable, l'augmentation continue des prix vous sera sucre ou vinaigre, aurait pu dire La Fontaine.**

C'est sucre pour les grandes entreprises, gavées d'aides, auxquelles le gouvernement va jusqu'à offrir les salaires des travailleurs mis au chômage, et qui augmentent encore leurs bénéfices en augmentant leurs prix de vente. On le voit pour l'automobile, l'énergie, le grand commerce, etc. Les moyennes et les petites entreprises, quelle que soit la diversité des situations, ont aussi la possibilité d'augmenter leurs prix. Les salariés, les pensionnés, les chômeurs, les retraités et toutes les familles populaires ne

peuvent que constater le blocage de leur revenu et, partant, la baisse de leur pouvoir d'achat.

Le gouvernement quant à lui annonce des aumônes : bouclier énergie, ristourne provisoire sur le litre de carburant et, promis pour l'été, un chèque alimentaire de 50 à 60 euros par mois pour les familles nécessiteuses. La prime d'activité est, elle, censée compenser les trop faibles salaires rémunérant les temps partiels et les CDD trop courts, l'APL est censée aider à se loger,

etc. Malgré tous ces prétendus bienfaits, des millions de familles restent dans la panade. Elles s'y enfoncent même toujours plus et ont le sentiment que ces mesures ne sont pas faites pour qu'elles en sortent mais pour qu'elles y restent.

C'est exactement ce que veut le gouvernement. Ces aumônes, et nombre d'autres mesures, permettent au patronat de maintenir les salaires au plus bas et même de les diminuer encore. Elles offrent au gouvernement l'occasion de jouer, pour pas cher, au protecteur des faibles. Elles émiettent le monde du travail, personne n'ayant droit

à la même chose que son collègue d'atelier ou de coron et chacun étant invité à regarder dans l'assiette du voisin.

Les travailleurs font fonctionner toute la société, ils sont les seuls producteurs de richesses et n'ont pas à payer pour les soubresauts de l'économie capitaliste. Ils n'ont que leur salaire pour vivre et doivent donc revendiquer qu'il soit suffisant : aucun salaire, aucune retraite, aucune allocation ne doivent être inférieurs à 2000 euros. Tous les salaires devraient être immédiatement augmentés pour rattraper le blocage qui dure depuis trop longtemps et être réévalués au

fur et à mesure que les prix augmentent. Cela ne doit pas dépendre de la charité publique ou de la bonne volonté gouvernementale, mais être payé entièrement et exclusivement par le grand patronat. C'est bien pourquoi cela ne pourra être arraché que par une lutte puissante, générale, comme le furent celles de 1936 et de 1968.

Il s'agit de permettre au monde du travail de vivre dignement. Il s'agit aussi de lui redonner sa fierté et son unité en avançant une revendication valable pour tous et qui oppose frontalement le capital et le travail.

**Paul Galois**



## Retraite : riposter aux plans de Macron

**En promettant à son électorat et à la grande bourgeoisie le recul progressif de l'âge de la retraite à 65 ans comme trophée de son prochain quinquennat, Macron déclare la guerre au monde du travail.**

Lui et ses seconds couteaux usent de la vieille rengaine : « il faut sauver le régime par répartition » comme les médecins de Molière administraient une saignée aux malheureux tombant entre leurs mains. Ils considèrent que c'est à la bourgeoisie d'encaisser, aux travailleurs de payer.

D'habitude, pour justifier leur sale besogne, les gouvernements s'appuyaient sur les projections alarmistes du Conseil d'orientation des retraites. Mais les précédentes attaques contre le droit à la retraite, en particulier sur

la durée de cotisation, ont fait – et continuent de faire – tellement baisser le niveau des pensions, que cet organisme, dans son dernier rapport de juin, en est à prévoir que le système sera à l'équilibre d'ici 2030. Ainsi les raisons avancées s'effondrent. D'autre part les projections à dix ans ou à l'horizon 2070 sont grotesques : quel sens ont-elles alors que nul ne peut prédire quel sera l'état de l'économie française et mondiale dans quelques mois, alors qu'elle est soumise aux tempêtes guerrières, spéculatives, inflationnistes, au chaos

croissant du commerce et de la production à l'échelle mondiale.

Macron n'a évidemment aucune prise sur l'avenir de l'économie capitaliste, véritable bateau ivre. Mais il a une mission : assurer par tous les moyens la continuité des profits. Ne s'embarassant pas de prétexte, le régisseur, reconduit dans ses fonctions, a donc promis de reculer de quatre mois par an l'âge de départ en retraite à partir de 2023. La génération 1961 travaillerait ainsi jusqu'à 62 ans et quatre mois et en 2030, la génération 1969 partirait en retraite à 65 ans. Trois ans de retraite de volés ! Le passage de la retraite de 60 à 62 ans représente déjà une économie annuelle de 14 milliards par an aux dépens des pensionnés. Mais

l'appétit de la bourgeoisie est sans limite.

Si ce projet s'appliquait, il représenterait une catastrophe pour nombre de travailleurs : beaucoup sont déjà en invalidité avant 60 ans. La majorité n'ont plus d'emploi et seraient condamnés à vivre de minimas sociaux en attendant une retraite toujours plus lointaine. Pour ceux qui conserveront leur emploi, le prix à payer sera la détérioration accélérée de leur santé et un raccourcissement de leur espérance de vie.

Alors que le chômage frappe de nombreux jeunes, vouloir faire travailler toujours plus longtemps leurs parents ou grands-parents est l'indice d'une société malade.

La mobilisation contre la précédente réforme des

retraites de Macron l'hiver 2019-2020 avait permis de l'entraver. Les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter les reculs successifs imposés par les gouvernements de droite ou de gauche, ni d'en subir de nouveaux.

Les travailleurs, qui créent toutes les richesses, doivent au contraire partir de leurs besoins, de leurs exigences et se préoccuper avant tout de l'équilibre de leur compte en banque. Le retour à la retraite à 60 ans, avec 37,5 années de cotisation doit être un premier objectif. Mais il faudra imposer par la lutte que les profits aussi gigantesques qu'inutiles de la bourgeoisie servent à assurer pour toutes et tous le droit à une retraite décente.

**Christian Bernac**

# Partis de gauche : la Nupes en marche, marché de dupes

Mélenchon se verrait bien Premier ministre de Macron. C'est l'objectif qu'il a donné à la Nupes, cette Nouvelle union populaire écologique et sociale qui regroupe les Insoumis, les Verts, le PC et le PS, réunie en meeting à Aubervilliers le 7 mai.

Tout en tenant des discours sur une « nouvelle page de l'histoire de France en train de s'écrire », sur la nécessité d'une « rupture avec le libéralisme », Mélenchon voudrait s'inscrire dans la tradition de la V<sup>e</sup> République qui, à partir de 1986, a connu trois périodes pendant lesquelles le président et le Premier ministre n'ont pas été de la même couleur politique, ce qu'on appelle la cohabitation. La dernière en date s'est déroulée de 1997 à 2002, entre un président de droite, Chirac, et un Premier ministre socialiste, Jospin. Mélenchon a participé durant ses deux dernières années à ce gouvernement de la « gauche plurielle », comme on l'appelait alors, au côté de ministres communistes. « On ne s'en est pas trouvé si mal

que ça », a-t-il déclaré, commentant cette cohabitation, « cela a donné les 35 heures sans perte de salaire, le plus gros prélèvement sur le capital qui ait jamais été fait dans ce pays ! »

Oubliée la fermeture de l'usine Renault de Vilvoorde, en Belgique, contre laquelle Jospin avait manifesté avant de devenir Premier ministre. Oubliée aussi l'annualisation du temps de travail inscrite dans une loi sur les 35 heures qui en réalité a surtout permis aux patrons de développer la flexibilité des horaires. Contrairement à ce que prétend Mélenchon, non seulement le capital n'y a rien perdu, au contraire il s'en trouve, encore aujourd'hui, renforcé pour rendre le travail plus précaire. Oubliée la montée

du chômage, des emplois précaires, des licenciements. Oublié enfin le fait que le gouvernement Jospin était devenu le champion de la privatisation d'entreprises, dépassant de loin ses prédécesseurs de droite. Suite à ces reniements, le discrédit de la gauche était tel que Jospin n'avait pas réussi à se qualifier au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002 et à devancer Le Pen père.

Mélenchon prétend que, en élisant une majorité de députés de la Nupes, il sera possible d'empêcher Macron de mettre en œuvre son programme. « *Un autre monde est toujours possible* », proclame-t-il, après l'avoir déjà dit au moment de la présidentielle. Mais la politique que Macron entend mettre en œuvre est celle qu'exige de lui la bourgeoisie et qu'elle imposera au chef du gouvernement quel qu'il soit. Elle dispose pour cela de sa puissance sociale,



fondée d'abord et avant tout sur la propriété privée des grands groupes industriels, commerciaux et financiers. Elle peut s'appuyer sur ses liens avec l'appareil d'État qui, des hauts fonctionnaires jusqu'au policier de base, a pour fonction de défendre son ordre social.

Pour changer vraiment la société, mais même

pour simplement défendre leurs conditions de vie, les travailleurs ne pourront compter que sur leur capacité à se mobiliser, à s'organiser sur leur terrain de classe pour faire valoir leurs intérêts. C'est ainsi seulement qu'ils pourront rendre possible un autre monde.

Jean Sanday

## La lutte des places

« Historique », c'est ainsi que, s'exprimant à Aubervilliers le 7 mai, Mélenchon a qualifié l'accord à gauche entre La France insoumise (LFI), Europe écologie Les Verts (EELV), le Parti communiste et le Parti socialiste, donnant naissance à la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes).



Selon cet accord, LFI présentera un candidat aux législatives dans 330 des 577 circonscriptions. EELV, le PS et le PC s'en sont vu attribuer respectivement 100, 70 et 50. La mise au point du programme de cette union a été reléguée après la répartition des circonscriptions. Seules ses grandes lignes ont été énoncées, et pour cause, le seul réel enjeu étant l'obtention des sièges de députés.

Cela a amené certains à se livrer à quelques

contorsions. Ainsi le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, est allé jusqu'à déclarer « *La loi travail El Khomri, aucun socialiste ne l'a jamais adoptée, parce qu'elle nous a été imposée par le 49.3.* »

Tout cela est révélateur d'une capacité politicienne à oublier les prises de positions et promesses de la veille. C'est aussi le cas du PC, qui est revenu sur la revendication du smic à 1 500 euros et s'est aligné sur celle de Mélenchon, à

1 400 euros. Il est vrai que, de toute façon, ces montants sont très proches... et bien loin de ce qui serait nécessaire pour compenser la perte de pouvoir d'achat des classes populaires!

Sur la retraite, l'accord LFI-PS du 4 mai prévoit un « droit à la retraite à 60 ans pour toutes et tous avec une attention particulière pour les carrières longues, discontinues et les métiers pénibles ». Le nombre d'annuités pour avoir droit à une pension à taux plein n'est pas précisé, ouvrant la possibilité de reculer dans les faits l'âge de départ à la retraite, comme l'a fait le gouvernement socialiste sous Hollande.

LFI s'est engagé à garantir un groupe parlementaire, donc l'élection d'au moins 15 députés, à chacun des partis signataires. Tel était bien l'enjeu principal des négociations. Cet accord permet à LFI de se présenter comme le pivot de la gauche dans les années à venir, pour commencer à l'Assemblée nationale.

De son côté, le PS veut tenter de se redonner une image de gauche, bien compromise après le quinquennat de Hollande. C'est en tout cas manifestement le point

de vue d'une partie de ses dirigeants, dont Faure, qui ont fait le choix de rejoindre la Nupes. D'autres jugent au contraire que le PS compromet son image de parti de gouvernement, comme l'ancien Premier ministre Cazenève, qui a préféré abandonner le PS à son triste sort électoral. D'autres encore revendiquent plus de circonscriptions, ou de pouvoir garder celle où ils se présentent. La présidente de la région

Occitanie, Carole Delga, a déclaré vouloir rassembler ces mécontents, espérant sans doute trouver ainsi un tremplin pour se hisser vers les sommets du PS.

Les grandes formules de Mélenchon ne servent qu'à masquer les calculs politiques des uns, les arrangements des autres, la course aux postes de tous, sans que les intérêts des travailleurs soient pris en compte.

Thomas Baumer

Lisez **Lutte de classe**, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 224 (mai-juin 2022):

- **Macron réélu, Le Pen renforcée, les travailleurs devront se battre et s'organiser**
- **Ukraine: une guerre russo-américaine et un tournant**
- **Martinique, Guadeloupe: la question du statut**
- **L'extrême gauche au miroir de l'élection présidentielle**
- **Une correspondance entre le NPA et LO**
- **Les Souvenirs d'August Bebel**
- **La situation aux États-Unis en 2022**

Prix: 2,50 euros. Envoi contre cinq timbres à 1,43 euro.



## Législatives : **votez pour les candidats de Lutte ouvrière!**

Aux élections législatives des 12 et 19 juin, Lutte ouvrière présente des candidats dans toutes les circonscriptions de métropole et de l'île de la Réunion. Ces femmes et ces hommes, tous des travailleurs actifs ou retraités, se présentent pour affirmer que le camp des travailleurs doit se faire entendre, s'organiser et se battre pour défendre ses intérêts.

Les questions les plus vitales pour les classes populaires, le pouvoir d'achat qui s'effondre parce que les prix s'envolent, la menace de perdre son emploi ou de plonger dans la précarité, la crainte de devoir partir avec une retraite amputée parce qu'on n'en peut plus, ne dépendent pas de l'élection de telle ou telle majorité parlementaire. Ces questions dépendent du rapport de force entre, d'un côté, les travailleurs et, de l'autre, la classe des capitalistes qui cherchent à augmenter leurs profits en toutes circonstances.

Augmenter les salaires, c'est dans les entreprises, dans un bras de fer avec les employeurs que cela se joue. Aucun député n'a jamais empêché un groupe capitaliste

de fermer une usine, de supprimer des emplois ou de remplacer les emplois en CDI par des intérimaires. Même la fermeture de lits dans les hôpitaux résulte de la pression des banques sur le système de santé.

Dans une économie capitaliste en crise, avec la guerre en Ukraine qui dure, les budgets militaires en hausse, avec les marchés qui se ferment et les rivalités entre les grands groupes qui s'exacerbent, les attaques contre les classes populaires ne peuvent que s'intensifier. Pour les contrer, pour refuser de se laisser dépouiller, pour imposer son droit à l'existence, le monde du travail doit s'organiser, se regrouper, prendre confiance dans sa force collective.

Les politiciens de toutes



les nuances, de la gauche à l'extrême droite, affirment que, si on les envoie à l'Assemblée nationale et qu'on installe leur chef de file à Matignon, ils prendront des mesures en faveur des classes populaires. Ce sont des menteurs et des marchands d'illusions car même s'ils étaient sincères, et ce n'est pas le cas, leurs lois ou leurs décrets se heurteraient aux vrais maîtres de la société, les capitalistes et les banquiers. La retraite à taux plein à 60 ans pour tous, les augmentations nécessaires des

salaires et des pensions de 300, 400 ou 500 euros, et leur indexation sur la hausse des prix, un salaire minimum à 2 000 euros net par mois ne tomberont pas du ciel. Il faudra les imposer. Cela exigera une lutte acharnée, cela nécessitera d'instaurer un contrôle des travailleurs par en bas sur les comptes des entreprises, la fortune de leurs propriétaires et la marche de leurs affaires.

De telles luttes ne se décrètent pas. Elles ne

semblent pas à l'ordre du jour mais elles peuvent surgir sans prévenir, comme l'a fait le mouvement des gilets jaunes, il est vital de les préparer. Voter pour les candidats de Lutte ouvrière, c'est préparer une véritable opposition de classe, c'est affirmer qu'elle ne viendra pas de l'Assemblée nationale mais des travailleurs mobilisés dans les entreprises et dans les quartiers populaires.

Xavier Lachau

### Nadia Bouhami, **brancardière à Villeurbanne**



Certains collègues espéraient que « grâce » au Covid, la direction allait enfin embaucher. En fait la situation s'est dégradée un peu plus: surcharge de travail, changements de plannings permanents, retours de repos ou congés parfois imposés.

De nombreux soignants ont quitté le site par dégoût, d'autres ont demandé une disponibilité pour faire autre chose. Faute de personnel, rien que sur l'hôpital Neurologique, 45 lits sont fermés car il manque 80 infirmières. Pour boucher les trous, les cadres supérieurs imposent aux infirmières pédiatriques d'aller travailler dans les

services de neurochirurgie adulte. Mais ce n'est pas la même prise en charge et la direction ne cherche même pas à les former. La carence en personnel touche toutes les catégories professionnelles.

Combien de fois j'ai entendu de la part de patients que, si l'hôpital était géré par le personnel, cela ne se passerait pas comme ça. On l'a vu depuis le début de la pandémie, l'hôpital a fonctionné grâce à tout le personnel hospitalier. Je me présente aux élections législatives pour affirmer que, puisque les travailleurs font fonctionner toute la société, ce sont eux qui doivent la diriger.

Après de multiples emplois en usine, je travaille aux Hospices civils de Lyon depuis quinze ans où je transporte les patients.

La pandémie a mis en lumière l'état de santé des hôpitaux, avec le manque de personnel et de matériel.

### Naci Yildirim, **ouvrier en Haute-Savoie**

Issu d'un milieu ouvrier immigré dans lequel j'ai appris la nécessité pour les travailleurs de s'organiser, je suis ouvrier en usine depuis l'obtention de mon bac en génie mécanique, d'abord dans l'agglomération grenobloise, pendant plusieurs années en intérim, ensuite en CDI à Annecy, dans une usine d'une multinationale japonaise qui vend des roulements dans le monde entier.

Depuis que j'ai commencé à travailler, l'exploitation s'est intensifiée, les cadences s'accroissent, avec de plus en plus de flexibilité, comme récemment avec les samedis obligatoires. Nos salaires, eux, n'ont quasiment pas bougé et demeurent pour beaucoup juste au-dessus du smic (sans les primes d'équipe), bien loin des 2 000 euros qui seraient nécessaires pour vivre dans une agglomération où les loyers sont parmi les plus élevés du pays.

Ces dernières années, il n'y a eu que quelques réactions de colère contre les



reculs imposés. Mais personne autour de moi n'est dupe de la situation et chacun voit bien qu'une petite minorité de parasites s'enrichissent sur notre dos. La classe ouvrière produit toutes les richesses. Je suis bien convaincu que, malgré le fatalisme qui pèse aujourd'hui, elle montrera tôt ou tard qu'elle est capable de s'organiser pour défendre ses intérêts et diriger la société. Il n'y a pas d'autre choix si nous voulons défendre notre droit à une existence digne.

C'est l'idée que je défends parmi mes camarades tous les jours et que je défendrai également dans ces élections.

### Le site de campagne de Lutte ouvrière

Sur le site [lutte-ouvriere.org/legislatives](http://lutte-ouvriere.org/legislatives) nos lecteurs trouveront :

- La liste complète de nos candidats et leur photo
- Des enregistrements audio et vidéo
- La liste des réunions publiques
- Une revue de presse
- Un dépliant de campagne
- Un formulaire de procuration

## Lifting : le président des riches tente le vert

« Grandiloquent », mais « prudent » car « doté d'une cote de popularité relativement faible », ainsi se succèdent les commentaires sur l'attitude de Macron II, intronisé à la suite de Macron I le 7 mai à l'Élysée.

Seul l'emballage change, et encore, passant de En marche à Renaissance, les noms sont tout aussi creux que l'alliance Ensemble regroupant les droites accrochées au char macroniste pour les élections législatives : les proches de Bayrou, d'Édouard Philippe et de Macron lui-même.

Pour le programme, le mantra de la « planification écologique », agité bien haut entre les deux tours pour tenter de rallier des voix de gauche au-delà de la simple crainte de Le Pen, fait office de nouvelle orientation. Le ou la futur(e) locataire de Matignon devrait,

entend-on, être imprégné(e) de cette mission. Si l'on se souvient d'un des précédents « grands plans » écologiques, celui qui en 2008, dans la foulée d'un Grenelle de l'environnement, était censé réduire de moitié l'usage des pesticides, s'était soldé dix ans plus tard, par une augmentation de 15 % de l'usage desdits pesticides, reconnus comme néfastes à la santé des agriculteurs, des consommateurs, et de l'environnement. Qu'attendre d'autre d'un Macron dont les donneurs d'ordre sont toujours les mêmes capitalistes, notamment de la chimie et de l'agroalimentaire ?

En revanche, en matière de retraite, le président s'est plus clairement engagé à « agir », dès l'automne prochain pour « ramener l'âge de départ à la moyenne européenne ». Le programme est de « travailler plus », pour atteindre « pour un salarié qui a travaillé toute sa vie [un minimum de] 1100 euros par mois ». Les salariés sont prévenus, et pourront toujours accumuler des RTT toute leur vie pour les dépenses s'ils veulent partir quelques mois plus tôt en retraite. Le calcul fait par l'équipe au pouvoir est que la retraite à 65 ans permettrait d'économiser 8 milliards d'euros par an d'ici la fin du quinquennat. C'est autant d'argent qui pourra profiter au grand patronat.

Quant à répondre à la préoccupation quotidienne, la hausse incontrôlée des prix, Macron annonce « un paquet pouvoir d'achat dont une nouvelle prime défiscalisée ». Autrement dit, face aux augmentations des loyers, des carburants, du fioul et de l'alimentation, les classes populaires sont invitées à se contenter des miettes négligemment balayées à leur usage depuis la table d'un patronat milliardaire. Il y a peu de chances que cela suffise.

Viviane Lafont



Manifestation contre la réforme des retraites à Lyon en décembre 2019.

## Affaires : peine allégée pour Fillon

Sans surprise, la peine de prison de l'ex-Premier Ministre François Fillon, poursuivi pour détournement de fonds publics, a été réduite en appel. Il reste libre pour le moment, ayant décidé de poursuivre jusqu'en cassation.

François Fillon était poursuivi pour l'emploi fictif de son épouse comme assistante parlementaire quand il était député, une affaire qui avait largement plombé sa candidature à la présidence de la République en 2017.

Bonne fille quand il s'agit de politiciens en vue, la justice a laissé tomber la période 1998-2002 pour se polariser sur les années 2002-2007, d'où il ressort que le travail effectué par l'épouse du député était alors inexistant. La cour a

estimé que, de même, l'emploi de Pénélope Fillon par *La Revue des Deux Mondes*, appartenant au milliardaire Marc Ladreit de Lacharrière, était fictif.

Fillon, qui avait aussi embauché un temps ses enfants comme assistants parlementaires, a tenté de faire valoir que cette pratique de détournement familial des frais de collaborateurs était répandue à l'Assemblée nationale. C'est sans doute vrai, mais ça ne l'excuse pas.

Condamné en première

instance en correctionnelle au maximum de la peine possible, soit cinq ans de prison dont deux ferme, sa peine est désormais ramenée à quatre ans dont un ferme. Il pourra l'effectuer à domicile sous bracelet électronique, une sanction plutôt légère, mais pas bien vécue par son ex-collègue Balkany.

Reste la sanction financière. Les Fillon ont dû rembourser 800 000 euros à l'Assemblée nationale, mais ils doivent encore s'acquitter d'une amende de 375 000 euros chacun, soit 750 000 euros au total. Paiera, paiera pas ? De toute façon, ce paiement est lui aussi suspendu par le renvoi en cassation. Elle n'est pas belle la vie ?

Jacques Fontenoy



FRANCE24

## Migrants : insécurité et traque policière

Le 3 mai, vingt-sept mineurs non accompagnés, des adolescents étrangers arrivés en France, se sont vu refuser l'accès à un centre d'hébergement.

Depuis, ils errent dans Paris, traqués par la police. Cette situation insupportable est le résultat de la politique antimigrants que mène le gouvernement.

En effet, depuis deux mois, ils étaient une centaine de jeunes qui survivaient dans des campements sous le périphérique dans le nord de Paris, laissés là, en proie à l'insécurité de la vie dans la rue. Malgré les alertes des associations, rien n'a été fait pour les mettre à l'abri. Le soir du 1<sup>er</sup> mai, ils ont subi une agression, l'un d'entre eux a dû être amené à l'hôpital, et c'est finalement ce qui a amené les autorités à réagir. Mais de quelle

manière ! Des cars les ont emmenés vers un centre d'hébergement, 27 d'entre eux y ont été refusés, car l'administration n'avait pas encore officiellement confirmé qu'ils étaient mineurs.

De nouveau jetés à la rue, ces jeunes ont réinstallé leur tente sur le lieu où ils survivaient la veille. Sept cars de CRS les ont alors repoussés hors de Paris, menaçant de les pourchasser où qu'ils aillent. Après plusieurs heures d'errance dans les rues, suivis par la police, les jeunes ont finalement pu installer leur tente dans un square de l'est parisien pour y passer la nuit.

Joséphine Sina

## Sil rouge

### Airbus : ça plane pour eux

Au premier trimestre, le bénéfice d'Airbus a triplé pour atteindre 1,22 milliard d'euros.

Les milliers de suppressions d'emplois et les milliards d'aides accordées

par l'État ont rempli les poches des actionnaires. De l'argent, il y en a donc largement dans leurs soutes pour embaucher et augmenter massivement les salaires.

### Droits de l'Homme à géométrie variable

Macron a reçu à l'Élysée le Premier ministre indien Narendra Modi. Ils se sont étreints sur le perron comme de vieux amis.

Modi est un démagogue nationaliste, responsable

de pogroms antimusulmans. Mais l'Inde est un marché important pour l'industrie française, notamment d'armement, alors ça mérite bien un baiser sur les marches de l'Élysée.

### Au fond des filets de la spéculation

Le club de Chelsea, grosse équipe du foot européen, a été racheté pour 5 milliards d'euros par des investisseurs américains. Un record.

L'oligarque russe Abramovitch l'avait acheté en 2003 pour 150 millions d'euros.

Depuis, la valeur du club a explosé. Sur le terrain certes, mais sur les marchés financiers aussi. Et c'est ce qui a fait saliver les requins de la finance, oligarques russes hier ou capitalistes américains aujourd'hui.

# Gaz de schiste : les engagements écolos s'évaporent

**Malgré toutes ses promesses écologiques, Engie vient de signer en quelques semaines deux contrats lui permettant d'importer des millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) issu du gaz de schiste américain.**

Ces deux contrats sont d'importance puisqu'ils garantissent à Engie de pouvoir importer chaque année et jusqu'en 2041 l'équivalent de 20% de la consommation annuelle de la France. Pourtant, en 2020, les négociations sur l'un de ces contrats avaient été abandonnées sous la pression des associations écologiques, qui dénonçaient les impacts environnementaux. La guerre en Ukraine et les incertitudes sur l'approvisionnement en gaz russe auront rendu acceptable... ce qui ne l'est toujours pas.

Le GNL, que les trusts comme Engie ou Total s'évertuent à présenter

comme une énergie propre, est en réalité une énergie fossile, comme le pétrole, dont l'extraction et la combustion contribuent largement au réchauffement climatique. Ainsi, selon des universitaires, le GNL aurait une empreinte carbone supérieure d'au moins 20% à celle du charbon. Pire, le GNL en provenance des États-Unis sera du gaz de schiste. Pour l'extraire, il faut fracturer les roches qui le retiennent, en injectant un liquide à haute pression et contenant des produits chimiques. Ce procédé extrêmement polluant est interdit en France depuis 2011, mais il est aux États-Unis



Une exploitation de gaz de schiste aux États-Unis.

en plein développement, notamment depuis que les cours mondiaux des énergies fossiles sont repartis à la hausse.

Les conséquences écologiques sont des plus catastrophiques. L'extraction de gaz de schiste est responsable de la libération dans l'atmosphère de quantités importantes de méthane, un gaz à effet de serre au pouvoir de réchauffement bien plus puissant que le dioxyde de carbone. Certains ont calculé que les nouveaux gisements américains seraient responsables à eux seuls de 10% du réchauffement en cours. Les sols souffrent

également. Outre les risques sismiques considérablement accrus, les nappes phréatiques sont polluées, entraînant des risques sanitaires considérables.

Mais le profit passe avant tout. Au lieu de chercher à développer des alternatives, Engie assure ses profits et les dividendes de ses actionnaires en assurant ses approvisionnements en gaz pour des années. Mais il y a d'autres intérêts qui poussent l'État français, principal actionnaire d'Engie, dans ce sens. Ainsi des banques françaises comme la Société générale, Natixis, Crédit agricole ont investi

dans la construction des infrastructures nécessaires à l'exploitation du gaz de schiste américain, les pipelines et les terminaux permettant de liquéfier le gaz et de le transporter sur les bateaux. C'est même la Société générale qui a été chargée de lever les 20 milliards de dollars nécessaires pour construire les infrastructures qui livreront le gaz du dernier contrat signé.

La guerre en Ukraine aura permis à Engie et autres Total de faire oublier leurs vagues engagements écologiques. Et tant pis pour la planète.

**Serge Benham**

## CMA CGM : les emplettes de l'armateur

La CMA CGM, première compagnie de navigation française et troisième mondiale dans le transport de conteneurs, a acheté le groupe de presse *La Provence* aux héritiers de Bernard Tapie. Pour évincer la concurrence, le groupe a offert quatre fois le prix, déboursant 81 millions d'euros.

L'armateur prétend évidemment agir pour garantir « l'indépendance du journal et de sa rédaction » et, au-delà, « se mettre au service du « rayonnement du territoire provençal ». Il est bien connu en effet que les capitalistes se payent des clubs de foot par amour du dribble et achètent des pur-sang pour contribuer à l'amélioration de la race chevaline. La CMA CGM, puissant capitaliste marseillais et désormais l'un des premiers du pays, s'est payé son organe de presse comme Dassault avait acheté *Le Figaro*, Arnault *Les Echos* et Bouygues TF1.

Depuis le début de l'année l'armateur a aussi acquis 47 navires d'occasion

et des participations dans de multiples ports autour du monde. Il a lancé la construction d'un port en eaux profondes en Colombie et a racheté Gefco, une entreprise de logistique comptant 11 500 salariés dans le monde. Ces milliards de cash disponible résultent d'une année 2021 exceptionnelle, où les bénéfices des armateurs ont crevé tous les plafonds. La CMA CGM s'était alors entendue avec ses concurrents pour organiser la pénurie de porte-conteneurs et faire monter les prix des transports maritimes, allant jusqu'à les multiplier par dix sur certaines lignes. Le vol a été tellement manifeste que l'administration américaine s'est sentie tenue d'ouvrir une enquête.

Désormais, grâce à cette puissance financière décuplée, la presse démocratique provençale chantera les louanges de la CMA CGM, et dans les grands pins les cigales pourraient en faire autant.

**Paul Galois**

## Buitoni : le scandale continue

**Après les pizzas Fraich'Up, deux nouvelles gammes de pizzas Buitoni sont suspectées d'être à l'origine d'intoxications à la bactérie E. coli. Une nouvelle fois, il a fallu le dépôt d'une plainte pour que l'affaire soit rendue publique, l'entreprise se gardant bien de communiquer la moindre information.**

Fin mars, après avoir consommé une pizza Bella Napoli, une femme a dû être hospitalisée une semaine. « Son mari a contacté Buitoni pour demander le retrait de la pizza sans avoir de réponse, et il a contacté le service de sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation, qui a simplement dit avoir transmis l'information à l'ARS (Agence régionale de santé) », a expliqué l'avocat de la famille, déjà engagé dans la défense de plusieurs victimes de précédentes contaminations. À peu près au même moment, une fillette de sept ans qui aurait mangé une pizza Four à pierre a été hospitalisée elle aussi.

Appartenant au géant de l'agroalimentaire Nestlé, Buitoni a déjà été mis en cause dans des contaminations à la bactérie E. coli. Deux enfants en étaient morts, les pizzas Fraich'Up avait été rappelées, et les deux lignes de production de l'usine de Caudry, près de Cambrai, avaient été mises à l'arrêt en avril. Les médias avaient alors relayé les témoignages d'anciens salariés décrivant la saleté de l'usine, les champignons sur les murs, la peinture qui s'écaille sur des barres métalliques, l'huile de moteur souillant les aliments et même la présence de vers de farine sur les tapis de pâtes. Dans l'arrêté préfectoral qui

a fermé l'usine, les services départementaux ont eux-mêmes conclu à « de nombreuses anomalies graves en matière de nettoyage et d'entretien général des locaux et matériels ».

Alors que c'est dans cette même usine de Caudry qu'étaient produites les pizzas Four à pierre, seules les pizzas Fraich'Up avaient été rappelées. D'autres sites pourraient être concernés, les Bella Napoli étant produites en Italie. La législation sur le secret commercial et industriel permet à ce grand groupe de maintenir une complète opacité. Il aura fallu des hospitalisations et des plaintes pour que l'on se rende compte que le problème est, semble-t-il, loin d'être réglé. Et il n'y a manifestement aucune confiance à accorder à cet industriel qui privilégie avant tout ses profits.

**Charles Legoda**

# Fête de Lutte ouvrière, les 27, 28 et 29 mai à Presles



## Trois jours de fraternité

Dans une situation politique marquée par la réélection de Macron, la progression des idées d'extrême droite et l'inquiétude suscitée par la guerre en Ukraine, la fête de Lutte ouvrière sera une grande bouffée d'air pour ceux qui refusent de se résigner.

Elle permettra à ceux qui se sont reconnus dans le programme défendu par

Nathalie Arthaud lors de la présidentielle de se retrouver et d'affirmer que le combat pour ces idées continue.

Des débats politiques, des exposés sur les sciences, les arts, l'histoire des hommes et des sociétés, mais aussi des concerts, spectacles, cinéma, jeux et activités pour grands et petits, la fête, c'est tout cela ! Sans oublier les dizaines de stands proposant

des spécialités culinaires d'ici et d'ailleurs.

Ce seront trois jours d'échanges, de joie et de fraternité. Et l'idéal communiste, révolutionnaire et internationaliste de travailleurs conscients de partager les mêmes intérêts contre leurs exploités par-delà les frontières sera bien vivant à la fête.

## Spectacles au grand podium et au théâtre de verdure

### Meetings de Nathalie Arthaud

Samedi 28 et dimanche 29 à 15 heures



Martha Fields Band.



Souad Massi.



Delgres.

### Vendredi

- Gadge Tavaritch, *jazz manouche, chansons swing*
- Martha Fields Band, *country folk*
- El Gato Negro, *soukous, cumbia et afroTrap*
- Booze & Riots, *chants de lutte irlandais*
- Laurent Larcher Trio, *jazz acoustique*



El Gato Negro.

### Samedi

- La Compagnie Jolie Môme
- Souad Massi, *chanteuse chaâbi folk*
- La Commune à Bernard, *chants de la Commune de Paris*
- Radio Babel Marseille, *combo polyphonique*
- Lost in Soul, *soul music*
- A Bernard, *humour en chansons*
- Bryan, *DJ bluesweat electro dance music*

### Dimanche

- Delgres, *blues rock créole*
- The Moonlight Swampers, *reprises rock*
- Tarace Boulba, *fanfare funk*



The Moonlight Swampers.

## Expositions

- La guerre en Ukraine
- La crise écologique et climatique
- Où en est la condition des femmes ?
- La longue lutte des Noirs américains
- Les migrants refoulés par la forteresse Europe
- Quand la CGT était révolutionnaire
- La Révolution allemande
- La fin de la guerre d'Algérie
- Le génocide rwandais

**Expo photos: Travailleurs sans-papiers en lutte: les invisibles se font voir.**



Les débuts de la grève pour la régularisation, en octobre 2021.

## Carrousel de la Connaissance

**Spectacle audiovisuel de 45 minutes : balades aux côtés des premiers paysans - La révolution... agricole**

Au Proche-Orient, il y a 13 000 ans, en transformant l'environnement pour se nourrir, nos ancêtres créèrent un nouveau monde.

Les connaissances révèlent que l'invention de l'agriculture et la domestication des animaux furent une réponse de l'humanité à un réchauffement climatique; de quoi voir son bol de céréales d'un autre œil! Des

indices dévoilent le rôle des femmes dans ce bouleversement de l'économie et du mode de vie, montrant comment le geste de la cueilleuse devint celui de la semeuse.

Les moissons de ces inventions furent d'une richesse inattendue: l'essor des premières civilisations avec la naissance des villes, de l'écriture, de l'astronomie, des mathématiques... Mais aussi

l'apparition des pharaons et de la division de la société entre oppresseurs et opprimés. Alors, d'autres révolutions restent à venir.



LA TAVERNE DES SCIENCES





## Forums politiques

La fête sera l'occasion d'assister à trois jours de débats sur bien les sujets d'actualité, animés par nos camarades. Mais nous pouvons déjà annoncer :

### Espace Rosa Luxemburg Conférences-débats présentées par Lutte ouvrière

- Luttés de classe et religion dans les villes au Moyen Âge
- Même les Pharaons ne sont pas éternels
- Spartacus et les révoltes d'esclaves dans la Rome antique
- Le Louvre, de la forteresse médiévale aux révolutions
- Le chartisme (1838-1858)
- 1848 : insurrection des esclaves de Martinique et colère en Guadeloupe
- La guerre de Sécession

- Eleanor Marx (1855-1898): socialiste, féministe, révolutionnaire
- 1914: face à la guerre, le combat pour l'internationalisme prolétarien
- Theodore Plievier, *L'Empereur parti, les généraux restèrent*
- Les femmes et la Révolution russe
- 1922, l'éveil de la classe ouvrière chinoise
- Le fascisme en Italie
- L'Internationale communiste (1919-1922)
- F. Engels, *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*
- La démocratie directe à Paris pendant la Révolution (1789-1792)
- L'État et la bourgeoisie

- chinoise (1978-2022)
- Juin 1953, l'insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est
- La vague de grèves des années 1930 aux États-Unis

### La cité politique

Notre fête est un grand rassemblement d'extrême gauche. Plus de trente groupes politiques de France, d'Europe, d'Afrique ou des Antilles, y tiennent un stand, et souvent organisent un forum de discussion.

Tous ne partagent pas forcément l'ensemble de nos convictions, mais ce rassemblement est l'occasion pour chacun de discuter et de confronter ses idées avec celles des autres groupes.

## Débats au chapiteau Karl Marx

- **Nathalie Arthaud** : pour son livre *Communiste, révolutionnaire, internationaliste!*
- **Jean-Pierre Mercier** : les militants révolutionnaires dans les syndicats
- **Michèle Audin** : *La Semaine sanglante, mai 1871*
- **William Blanc/Christophe Naudin** : *Charles Martel et la bataille de Poitiers, de l'histoire au mythe identitaire*
- **Mehdi Charef** : pour sa trilogie autobiographique
- **Collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry** : la lutte de grévistes sans papiers
- **Jean-Paul Demoule** : *Homo migrants, de la sortie d'Afrique au grand confinement*
- **Judith Magre** : lectures
- **Jean-Jacques Marie** : *Des gamins contre Staline*
- **Frédéric Paulin** : *La grande peur du petit Blanc*
- **Sylvie Thénault** : *Les ratonnades d'Alger 1956*
- **Marco Wolf** : la science, produit des scientifiques ou de la société

**Présentations d'ouvrages :** *Souvenirs de ma vie*, d'August Bebel – *Staline*, de Léon Trotsky – *Les Cahiers de Verkhneouralsk, écrits de trotskystes soviétiques 1930-1933*.

## L'accrobranche

Un parcours homologué dans les arbres pour se faire peur en toute sécurité; sous la surveillance de moniteurs diplômés: tyroliennes, ponts de singe, échelles, rien ne manque pour jouer les Tarzan sur trois parcours de difficulté progressive.

**Attention :** accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m minimum).

**Tarif: 5 euros.**



## Et aussi

- L'Arboretum
- La Cité des sciences et les miniconférences
- Le Village médiéval
- Le Préhisto-parc
- Les cinémas
- La Cité des Arts
- La Cité des Jeunes, l'Accueil des tout-petits
- Les animations, les jeux
- Les librairies
- Le bal et le feu d'artifice

## Fête de Lutte ouvrière

### Au village médiéval

Au sein du Village Médiéval, petits et grands pourront découvrir les activités et les techniques de l'époque, au travers de différents ateliers et échoppes animés par des spécialistes du Moyen-Âge: La forge médiévale, la calligraphie, la vannerie, le travail du bois...

### Des spectacles

Les jeux médiévaux, la mise en armure, la démonstration d'escrime médiévale, les jongleurs, les acrobates, les danseurs, les conteurs,

les diseurs de poèmes médiévaux...

### Du théâtre

- *Lysistrata* ou comment les femmes ont arrêté la guerre
- *Le Procès du cochon*

### Des conférences

- Procès en inquisition
- William Blanc: la légende du roi Arthur
- Cyrille Marconi: la justice médiévale

Et l'on peut y festoyer avec quelques spécialités culinaires d'époque, ventrebleu!



### Côté pratique

La fête se tient dans le parc du château de Bellevue à Presles (Val-d'Oise), à 30 km au nord de Paris, dans un parc boisé de 12 hectares.

Elle se déroulera pendant le week-end de l'Ascension, le vendredi 27 mai de 11 heures à 23 heures, puis sans interruption du samedi 28 mai 9 heures au dimanche 29 mai 20 heures.

### La carte d'entrée

La carte est valable pendant les trois jours de la fête. Elle coûte 15 euros en prévente, 25 euros sur place. L'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de moins de 14 ans.

### Les bons d'achat

Pour obtenir à l'avance 20% de réduction sur tous vos achats à l'intérieur de la fête, des bons d'achat sont disponibles au prix de 4 euros pour 5 euros de pouvoir d'achat.

Cartes et bons d'achat sont disponibles auprès de nos militants et sur le site Internet de la fête.

### Renseignements, programme, vente de cartes et bons :

<https://fete.lutte-ouvriere.org>

## Pour venir

### En train

**Nous recommandons ce moyen de transport.**

La gare de Presles-Courcelles (ligne H) est à 900 m de la fête. Départ de Paris-Gare du Nord toutes les heures. Un minibus fait la navette entre la gare et la fête.

### Autocars gratuits

Des bus font la navette entre le métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) et l'entrée de la fête. Ils circuleront les trois jours aux mêmes horaires que la fête. Durée du trajet : 45 à 60 minutes.

### En voiture

Le stationnement est difficile dans Presles. Merci de respecter les signalisations, de se garer dans les parkings réservés, et de proposer vos places disponibles sur les sites de covoiturage.

## Un échange Lutte ouvrière - NPA

**Le 30 avril, le NPA a organisé à la Mutualité à Paris une réunion d'hommage à Alain Krivine, dans laquelle Lutte ouvrière a été invitée à intervenir. Une lettre du NPA a suivi, critiquant cette intervention, ce qui a entraîné une réponse de Lutte ouvrière. Nous publions ci-après cet échange de lettres.**

### De Lutte ouvrière au NPA

Chers camarades,  
Dans votre lettre du 5 mai, vous osez qualifier notre intervention à votre réunion d'hommage à Alain Krivine, de « provocation irrespectueuse », comme si le fait de formuler une appréciation politique aurait été inconvenant. C'est pour le moins étonnant.

Vous saviez que si nous intervenions au cours de cette réunion, bien distincte des obsèques qui avaient eu lieu un mois plus tôt, notre hommage à Alain Krivine ne pourrait qu'avoir un contenu politique critique. Nous en avons discuté au préalable, et vous en étiez d'accord. L'appréciation politique formulée par Michel Rodinson en notre nom au cours de son intervention ne pouvait d'ailleurs vous surprendre puisque nous avons eu bien des occasions de l'exprimer dans le cadre de nos relations.

Libre à vous de considérer que cette intervention

était une dénonciation « au vitriol », ou de lui attribuer une tonalité « insultante et méprisante », ce qui n'était nullement le cas. Chacun peut évidemment en juger en lisant le texte de cette intervention ou en regardant l'enregistrement vidéo. L'essentiel pour nous est dans les considérations politiques qu'elle contenait et qui à notre avis méritaient autre chose que les hurlements par lesquels une partie de la salle les a accueillies. Nous discutons d'une orientation de fond de votre courant politique, dont Alain Krivine a été longtemps un inspirateur et dont, soit dit en passant, votre orientation actuelle dans les élections ne peut être séparée. Y compris par respect pour la mémoire d'Alain Krivine, nous ne pouvons que formuler nos appréciations. Elles avaient tout à fait leur place dans une réunion au cours de laquelle différentes tendances

s'exprimaient. Quant à la discussion qu'elles méritent, elle ne peut pas être remplacée par des cris d'orfraie.

En ce qui nous concerne, nous retiendrons de votre lettre qu'une critique de vos orientations s'assimile pour vous à une provocation. C'est du moins le cas quand cela vient de nous car il n'en est visiblement pas de même quand cela vient d'autres bords politiques, puisque la même salle a applaudi sans problème diverses personnalités qui ont été formées par la LCR avant de l'abandonner pour mener soit une carrière, soit même une autre politique. Nous

savons que la confrontation politique est parfois rugueuse, comme vous le notez d'ailleurs. Visiblement, votre épiderme ne ressent pas cette rugosité de la même façon suivant le côté d'où elle vient. Nous le regrettons, surtout pour vous, mais nous n'avons aucune raison de nous en excuser et cela ne peut évidemment en rien modifier nos opinions.

Pour nous, un comportement digne du mouvement ouvrier révolutionnaire consiste à formuler les critiques, à confronter honnêtement et sans concession les points de vue des uns et des autres pour en tirer les

leçons, sans chercher à les noyer sous des cris ou des sifflets.

La façon dont vous nous avez accueillis et dont vous réagissez ne change cependant rien à l'invitation à venir à notre prochaine fête et à y débattre avec nous, si vous le souhaitez. Nous pouvons dans ce cas vous assurer que vos représentants y seront comme d'habitude bien accueillis, de façon fraternelle et bien mieux en tout cas que vous n'avez accueilli le nôtre en cette réunion du 30 avril.

Bien cordialement,  
le Comité exécutif de Lutte ouvrière, le 7 mai



GUY LAHER PHOTO THÈQUE ROUGE

### La lettre du NPA

Camarades,  
Les mots sont difficiles à trouver pour exprimer, en gardant la mesure, l'étonnement et la colère ressentie par les centaines de personnes réunies samedi 30 avril pour l'hommage à notre camarade Alain Krivine.

Depuis des décennies, la LC, devenue LCR puis NPA, et Lutte ouvrière se côtoient dans des mobilisations, discutent, polémiquent plus ou moins rugueusement, ont parfois fait des alliances électorales. Elles ont même, à une époque, envisagé de fusionner. Autrement dit des

relations « normales » entre deux courants révolutionnaires respectueux, collectivement, de leurs cadres respectifs et, individuellement, de leurs militant·e·s.

C'est pourquoi nous avons été profondément heurté·e·s, blessé·e·s même, par l'intervention de Michel Rodinson, faite au nom de la direction de Lutte ouvrière. Il a en effet jugé bon d'utiliser comme tribune l'hommage que nous vous avons proposé de prononcer pour, une fois expédié le salut à la fidélité d'Alain, passer au vitriol les politiques menées par notre

courant international et sa section française dont Alain a été un des dirigeants durant soixante ans. Michel Rodinson est même allé jusqu'à polémiquer sur notre orientation concernant les prochaines élections législatives, à propos de laquelle, vous nous l'accorderez, Alain n'a aucune responsabilité...

Le tout avec une tonalité que nous ne détaillerons pas, mais volontairement insultante et méprisante, délibérément choisie pour blesser l'assistance. Cette attitude, inacceptable dans les rapports entre organisations du mouvement ouvrier, a fortiori lors d'un hommage, ne peut être vécue que comme une agression politique de votre part contre notre courant, constituant une rupture du cadre de confiance et du respect qui pouvait exister entre nous. Maintenir et justifier une telle attitude entraînerait une altération majeure de nos rapports à venir, y compris sur notre

possible participation à vos futures initiatives.

Nos désaccords, que ce soit sur nos conceptions de la solidarité internationaliste, sur l'analyse de la situation ou sur les choix de tactiques électorales, sont légitimes. Nous ne nous sommes jamais dérobé·e·s à la confrontation, voire à la polémique, y compris publique, qui sont pour nous une bouffée d'oxygène indispensable à la réflexion politique. Au-delà des rapports entre nos organisations, c'est même pour nous un élément sans lequel un mouvement ouvrier vivant ne peut exister. Nous vous avons d'ailleurs proposé, suite à la séquence présidentielle, une réunion « bilans et perspectives » pour échanger sur les rapports de forces issus de cette séquence et les formes possibles d'intervention des révolutionnaires, entre autres autour des législatives. Vous avez refusé, nous renvoyant

à un débat pendant votre fête, soit après la date de dépôt des listes. Dont acte.

Mais ce qui s'est passé lors de l'hommage à Alain Krivine n'a rien à voir avec la confrontation d'idées, et tout à voir avec une provocation irrespectueuse, à propos de laquelle nous nous devons de vous interpeller.

Dans l'attente d'une réponse et, nous l'espérons, des nécessaires excuses de votre part, a fortiori dans la mesure où cet incident s'est produit quelques jours après que vous nous avez invités à votre fête, nous rendons publique cette lettre, ainsi que la vidéo de l'intervention de Michel Rodinson.

Le 5 mai,  
le Comité exécutif du NPA

On peut lire le texte de l'intervention de Michel Rodinson sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : <https://www.lutte-ouvriere.org/communiqués>



A la fête annuelle de Lutte ouvrière.

## Grande-Bretagne : camouflet pour le Parti conservateur

**Aux élections locales du 6 mai en Grande-Bretagne, le Parti conservateur a pris une claque : avec moins de 30 % des voix, il perd 487 sièges et 12 municipalités sur les 200 en jeu.**

Ni l'apparition du Premier ministre Boris Johnson aux côtés du président ukrainien Zelensky, ni sa promesse démagogique d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda n'ont suffi à lui faire retrouver les scores flatteurs de son parti lors des législatives de décembre 2019.

Entre-temps, si Johnson a commencé à « réaliser le Brexit » (son slogan de campagne en 2019), aucun des miracles qui devaient en découler ne s'est réalisé. Poussant des centaines de milliers de travailleurs immigrés à quitter le pays, il a engendré une pénurie de main-d'œuvre, et n'a pas réduit chômage et précarité. Les millions de livres autrefois dévolues au budget de l'Union européenne n'ont pas été réinvestis dans le système de santé (le NHS),

dont l'état de délabrement a été confirmé par la mortalité effrayante – 180 000 morts – pendant la pandémie. Quant au retour à la prospérité pour le plus grand nombre, on en est loin, avec des factures d'énergie qui ont doublé en avril et une inflation qui approche les 10%. Les révélations médiatiques au sujet des entorses de Johnson aux contraintes sanitaires en pleine pandémie (le « Partygate ») ont fait le reste.

La perte par le Parti conservateur de fiefs historiques, comme Westminster, au cœur de Londres, et Wandsworth, quartier chéri par Margaret Thatcher, découle notamment d'un désaveu du parti par sa base électorale traditionnelle, composée de patrons petits et moyens déçus par le Brexit. Certains

ont visiblement choisi d'exprimer leur déception en votant pour un Parti travailliste qui, depuis le remplacement de Jeremy Corbyn par Keir Starmer, cultive, à la façon de Blair avant lui, l'image d'un parti « pro-business », respectueux de l'ordre établi.

Pour ce qui est de l'électorat populaire, il est notable qu'il ne s'est pas déplacé massivement pour voter travailliste. Le Labour Party ne faisant même plus semblant d'avoir quelque chose à offrir au monde du travail, il n'a réuni que 35 % des voix, conquérant peu de nouvelles villes dans les régions ouvrières du centre et du nord de l'Angleterre. Le dégoût envers le gouvernement conservateur s'est traduit par une abstention qui reste élevée, à 34%. Et il a profité ici aux centristes du Parti libéral-démocrate, là aux Verts du Green Party, et en Écosse aux nationalistes du SNP. Si ces partis dénoncent volontiers la



Bureau de vote.

corruption et le cynisme des Tories (conservateurs), ils ne prétendent pas être autre chose que des gestionnaires plus progressistes du capitalisme, et les travailleurs n'ont rien à attendre ni des uns ni des autres.

Malgré le camouflet infligé à Johnson, aucun concurrent au sein de son parti ne prétend le démettre. Car il est évident que l'enjeu est de gérer l'ingérable : les effets domino du Brexit sur l'économie et sur l'unité du Royaume-Uni et, au-delà, le chaos produit par la combinaison de la crise mondiale

du capitalisme et des tensions internationales liées à la guerre en Ukraine.

Johnson pourrait chercher à se sortir du guêpier en convoquant des législatives dans les mois à venir, afin de limiter sa débandade électorale avant que la vie quotidienne ne se dégrade encore. Quant aux travailleurs, l'issue pour eux ne passe pas par les urnes. Alors que les trusts pétroliers BP et Shell annoncent des profits sans précédent, c'est par la lutte qu'ils pourront reprendre aux capitalistes ce qui leur a été volé.

**Thierry Hervé**

## Irlande du Nord : la victoire du Sinn Féin

**Le 5 mai, pour la première fois depuis l'accord de paix de 1998, les élections au Parlement nord-irlandais ont vu le parti nationaliste Sinn Féin (SF) se classer en tête, avec 29 % des voix et 27 sièges sur 90, devant les unionistes du DUP, en net recul avec 21 % des voix et 25 sièges.**

La logique voudrait donc que la dirigeante de SF, Michelle O'Neill, prenne la tête d'un nouveau gouvernement.

Mais tout est très compliqué dans cette petite province du Royaume-Uni, artificiellement séparée du reste de l'Irlande par

l'impérialisme britannique depuis un siècle exactement. Certes, la victoire électorale du Sinn Féin est indiscutable. Elle résulte largement d'un phénomène démographique : la proportion des catholiques, en général d'origine irlandaise et favorables au rattachement de l'Irlande du Nord à la République d'Irlande, est en augmentation par rapport aux protestants, en général d'origine anglaise ou écossaise et favorables au maintien de l'union avec la Grande-Bretagne au sein du Royaume-Uni. Qui plus est, le SF, longtemps vitrine légale de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), a fait une campagne moins centrée sur la cause nationaliste que sur ce qui préoccupe le plus la population aujourd'hui, toutes confessions confondues : le pouvoir d'achat.

En face, le principal parti unioniste, le DUP, s'était focalisé uniquement sur une dénonciation du protocole nord-irlandais inclus dans

le traité du Brexit. C'est un échec, le DUP avait choisi d'appuyer la campagne de Johnson pour le Brexit, et sa base se sent aujourd'hui flouée par l'accord passé entre Londres et Bruxelles. Car, pour ne pas réintroduire de frontière dure entre le nord et le sud de l'Irlande et ne pas susciter la colère des nationalistes irlandais, ce protocole fait passer la frontière entre le Royaume-Uni et l'Union européenne en pleine mer d'Irlande, donc entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne – une atteinte à l'intégrité du Royaume-Uni que l'électorat unioniste trouve intolérable.

Pourtant, malgré un résultat sans appel, la formation d'un gouvernement conduit par le SF n'est pas pour demain. L'accord de 1998 stipule en effet, au nom de la paix entre les communautés, que si le Premier ministre est unioniste, le vice-Premier ministre doit être nationaliste, et vice versa. Cette décision de graver

dans le marbre des institutions les appartenances politico-religieuses est non seulement réactionnaire, mais impraticable. Depuis 1998, l'obligation de former un tandem a souvent débouché sur une vacance du pouvoir, et un retour à une gestion de la province directement par Londres. C'est le cas depuis février 2022, quand le Premier ministre DUP Paul Givan a présenté sa démission, par refus du protocole nord-irlandais. Le DUP déclare d'ailleurs qu'il refusera de revenir au gouvernement tant que les contrôles douaniers en mer d'Irlande n'auront pas été abolis.

Le résultat du 5 mai vient ainsi s'ajouter aux conséquences du Brexit sur lequel Boris Johnson a largement spéculé pour se hisser au pouvoir et dans lequel il n'a pas fini de s'empêtrer. Malheureusement, c'est toute la population britannique qui paye aussi les conséquences de sa politique.

**T. H.**

CLODAGH KILCOYNE REUTERS



## Tours et Métropole : agents des collectivités en grève

**Jeudi 5 mai le personnel de la ville de Tours et de Tours Métropole était en grève contre la suppression des congés d'ancienneté et pour l'augmentation du pouvoir d'achat.**

Les agents de la ville de Tours se sont retrouvés à 300 dans la cour de l'hôtel de ville. Le maire a finalement accepté de les rencontrer, tout fier du nouvel emballage avec lequel il espérait faire passer cette attaque, en parlant de travailler davantage pour récupérer des congés. Il s'est fait huer. Il a aussi tenté le coup des élections: avec une majorité de gauche lors des prochaines élections législatives, la loi des 1 607 heures serait retirée. Quel besoin de faire grève? Là aussi les grévistes lui ont montré qu'ils n'étaient pas des naïfs.

Au même moment, au siège de la Métropole, 150 agents étaient rassemblés pour protester contre les mêmes attaques. Devant les représentants de la direction, une délégation de 35 grévistes a fait entendre leur volonté de ne pas accepter de reculs et au contraire d'obtenir une amélioration de leur pouvoir d'achat.

Les agents des deux collectivités s'étant ensuite retrouvés, la grève a été reconduite pour lundi 9 mai avec un point de ralliement commun au centre-ville, en se donnant ainsi le temps

d'en rallier d'autres au mouvement. En particulier, les agents de la collecte des ordures ménagères du dépôt de Tours-Nord, en grève ce jour-là à 80%, voulaient essayer d'entraîner leurs collègues des deux autres dépôts.

Lundi 9 mai, la journée des grévistes de Tours-Nord a donc commencé tôt. Trente agents se sont retrouvés à 5 heures au dépôt de Tours-Centre, rejoints par d'autres qui étaient à Tours-Sud. Pendant une heure, les grévistes ont discuté, ont donné des arguments à ceux qui n'avaient pas fait grève le jeudi précédent, et ils l'ont emporté! La quasi-totalité du dépôt a finalement décidé de faire grève. Les agents en tenue de travail sont retournés se changer. Dans la foulée, les égoutiers qui embauchent juste à côté ont été entraînés eux aussi! En tout, les grévistes étaient 100 une fois arrivés au dépôt de la Propreté urbaine. Ils n'ont alors pas eu beaucoup de mal à convaincre les agents de ce service de rejoindre le mouvement.

À 9 heures, entre 250 et 300 agents des deux collectivités se sont retrouvés



À Tours, devant la mairie.

sur la place du centre-ville, avant de partir en manifestation jusqu'au siège de la Métropole et de décider d'appeler à la grève le jeudi 12 mai. Mais le 10 mai, les grévistes de la collecte se sont retrouvés comme la veille à 5 heures tandis que les agents de la Propreté Urbaine décidaient de se mettre en grève le jour même sans attendre le 12.

Les grévistes revendiquent le maintien de leurs jours d'ancienneté et une augmentation de 300 euros, ainsi qu'une prime annuelle de 1 500 euros. Ils s'organisent pour aller voir leurs collègues d'autres secteurs comme les Parcs et jardins et les entraîner dans la grève, déterminés à tenir jusqu'à la journée du 12 où ils doivent se retrouver avec les agents de la ville de Tours.

Correspondant LO

## SNCF - Nantes : un essai transformé

**Les cheminots de la gare de Nantes étaient en grève vendredi 6 mai. Cette nouvelle journée de mobilisation faisait suite à la grève de deux jours de fin avril aux guichets.**

Les conditions de travail se dégradent partout et la direction, qui supprime des emplois en gare, en est la seule responsable. Elle multiplie dans le même temps le recours à des emplois précaires en CDD et CDD seniors. Une de ses dernières trouvailles est même les emplois « tremplins », de nouveaux contrats aidés qui vont lui permettre de ne payer que 60% du salaire à de jeunes travailleurs qui ne feraient que 20 heures par semaine, l'État mettant la main à la poche pour payer les 40% restants.

Face à cette dégradation, la grève apparaît bien comme le seul moyen de s'opposer à une direction constamment à l'attaque. La trentaine de cheminots réunis vendredi 6 mai ont discuté en assemblée des problèmes de chaque service présent et décidé d'une tactique. Il s'agit d'élargir le mouvement, de convaincre encore plus de cheminots de se mobiliser pour imposer les embauches nécessaires, vitales aux yeux des grévistes.

Correspondant LO

## Nantes : transports en commun au ralenti

**Vendredi 6 mai, plus de 1 500 salariés des transports urbains de l'agglomération nantaise (Semitan) étaient en grève.**

Cela a fait discuter de nombreux travailleurs et utilisateurs des transports collectifs car il est assez rare de voir ces salariés en grève et, cette fois, à propos des salaires.

C'est bien la rapacité de la direction qui les a mis en colère. Leur pouvoir d'achat diminue sans que l'augmentation de salaires proposée par la direction lors des négociations annuelles suffise à compenser.

Cette journée de grève

a été l'occasion, pour les conducteurs et agents de maintenance, de se réunir devant le siège de l'entreprise pour dire clairement que la direction doit revoir sa copie. Le rassemblement a été une réussite et a été vécu comme tel: la direction a d'ores et déjà annoncé qu'elle revoyait l'augmentation des salaires... un peu à la hausse. C'est un bon début obtenu par tous les grévistes.

Correspondant LO



## Carrefour Alma - Rennes : contre l'arbitraire patronal

**Jeudi 5 mai, un rassemblement s'est tenu à l'entrée du magasin Carrefour Alma de Rennes. Une quinzaine de salariés, essentiellement du service drive, débrayaient à l'appel de la CGT afin de dénoncer le licenciement de deux collègues de ce service.**

Ils étaient appuyés par une trentaine de militants d'autres entreprises venus apporter leur soutien.

Les deux employées ont été licenciées sur la base de dossiers montés de toutes pièces. Elles ont d'abord été accusées de vol organisé, et mises à pied à titre conservatoire pendant 17 jours. Toutefois, le jour de l'entretien, la direction ne parlait plus de vol mais « d'un système de connivence entre

salariés » sans apporter la moindre preuve d'un quelconque préjudice financier!

Puis, la direction, incapable d'apporter des preuves, s'est mise à empiler d'autres reproches, toujours sans justification: retards, usage du portable, temps de pause trop long, discussion sur le temps de travail... Le dossier était tellement vide qu'elle a même proposé un deuxième entretien disciplinaire, sans doute pour se

donner le temps d'inventer autre chose!

Ces licenciements interviennent alors que le magasin est passé récemment en location-gérance. La nouvelle direction cherche à réduire la masse salariale en se débarrassant d'employés qui étaient présents avant ce changement et qui lui coûtent plus cher. Mais une partie des salariés ont décidé de riposter en refusant ces licenciements. Ces deux heures de débrayage, avec distributions de tracts aux clients, ont montré qu'ils ne laisseraient pas passer l'arbitraire patronal sans réagir.

Correspondant LO

## RATP bus : pas question d'accepter les reculs !

Une grève des conducteurs de bus RATP est en préparation pour les 23, 24, 25 mai. Après la journée de grève d'avril suivie à 70 %, l'opposition persiste contre le projet de la direction visant à augmenter le temps de conduite au 1<sup>er</sup> juillet.

Celle-ci mène son offensive dans les médias, où elle a menacé, si son projet (CST) n'était pas signé à 50 % par les syndicats, de prendre des « décisions unilatérales », imposant la hausse du temps de travail et la dégradation des conditions de travail avec des contreparties minimales.

Elle explique que dans

sa grande générosité elle accorderait une augmentation équivalente à un 14<sup>e</sup> mois si des syndicats signaient, et uniquement à cette condition. La direction fait ce chantage en espérant que la signature des syndicats faciliterait l'acceptation des travailleurs pour tout ce qui suivra ce projet, c'est-à-dire le transfert en 2025

de 19 000 d'entre eux vers douze filiales, avec de nouveaux reculs.

La direction prétend aussi démontrer à IDFM, (Île-de-France Mobilités), qui choisira les futures filiales pour les appels d'offres, que la RATP « se réforme ». Elle cherche une rentabilisation financière qui augmenterait les bénéfices pour les entreprises qui reprendraient ces bouts du réseau RATP.

L'augmentation de salaire promise par la direction est bidon et son projet, une catastrophe pour les



Grève des conducteurs de Transdev, le 5 octobre 2021.

conditions de travail, imposerait de faire 190 heures en plus à l'année, soit l'équivalent d'un mois et demi. Elle n'explique pas tout cela dans ses interviews, racontant qu'aujourd'hui, les conducteurs de bus ne travaillent que 33 heures par semaine, payées 35. Elle affirme aussi que dans d'autres réseaux

de bus, les conducteurs ont des horaires pires qu'à la RATP. Effectivement, cela avait d'ailleurs déclenché une longue grève à Transdev en Seine-et-Marne. À la RATP bus aussi, elle mérite la grève pour renvoyer son projet là où est sa place : à la poubelle!

Correspondant LO

## SNCF – Dijon : la bonne voie, c'est la grève !

À la brigade SNCF voie de Dijon, après deux samedis de nuit en grève en mars, trois collègues sur six, toujours en colère, ont de nouveau arrêté le travail quelques heures mi-avril, trois nuits de suite.

De peur que cela continue et que les chantiers ne se fassent pas, les chefs ont alors demandé à l'entreprise privée Dijonnaise DVF de venir en renfort pour les nuits suivantes. Ils ont dû venir de Lyon, finalement pour rien car la grève venait de s'arrêter.

La direction a alors décidé de refaire démarrer le travail de nuit à 20 h 45 au lieu de 21 h 30, redonnant par là-même la prime de panier repas de 15 euros qu'elle avait enlevée il y a deux ans. C'est donc une petite victoire d'équipe. Et fin avril, une autre équipe voie du Dijonnais, qui demandait

elle aussi depuis des mois la prime de panier de 15 euros sur les semaines de nuit, se l'est vu accorder. Toute leur équipe s'était mise en grève, plantant trois chantiers avec leurs engins et deux entreprises privées. Leur chef d'équipe, venu aussitôt les voir, a alors pu entendre les salariés dire qu'ils n'en pouvaient plus de venir travailler sur des chantiers de nuit en se demandant ce qui allait encore leur arriver ou à côté de quels dangers ils allaient encore passer.

La désorganisation des chantiers ne fait que s'aggraver depuis des mois. Alors qu'on voit venir la

privatisation à grands pas dans les services, tout se délite et la direction est dépassée. Les travailleurs se sont sentis plus qu'en droit de lui faire savoir que « trop c'est trop ! »

Si, au début, la grève a démarré sans qu'il y ait eu une entente entre les équipes, le climat a maintenant changé. Tout le monde se rend compte que les problèmes sont partout les mêmes. Et puis, il est tellement inhabituel de faire grève que chacun s'en faisait une montagne. Mais quand le chef a dit que la prime de 15 euros ne serait peut-être pas pérenne, les grévistes ont répondu que la grève, elle, le serait.

Correspondant LO

## Morts au travail : un système à détruire

À l'occasion de la journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail le 28 avril, des chiffres ont révélé une fois de plus le grand nombre de décès dus au travail.

Au niveau mondial, l'Organisation internationale du travail (OIT) indique que chaque année, près de trois millions de personnes meurent d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

En Europe, selon Eurostat, chaque jour ouvré « douze travailleurs ne rentrent pas à la maison. » Dans la seule année 2019, plus de 3 400 personnes sont mortes au travail dans les 27 États membres. À cela s'ajoutent, chaque année, 100 000 décès par cancer

dus à l'exposition à des substances dangereuses.

Rien que pour les accidents du travail, les prévisions pour la décennie 2020 - 2029 sont aussi catastrophiques : si le phénomène se poursuit au même rythme, selon la Confédération européenne des syndicats (CES), 27 000 personnes devraient perdre la vie au travail : elles devraient être plus de 3 000 en Allemagne, et près de 8 000 en France : elle se distingue dans ce palmarès!

Sylvie Maréchal

## Toyota – Onnaing : débrayages pour les salaires et conditions de travail

À l'usine Toyota d'Onnaing, dans le Nord, près de Valenciennes, 5 000 ouvriers fabriquent la Yaris en trois équipes.



Vendredi 6 mai, 200 ouvriers et ouvrières environ ont débrayé deux heures par poste, en le décidant eux-mêmes. Cela a secoué l'usine dans les trois équipes, matin, après-midi et nuit. À chaque équipe, l'atelier assemblage a été chaque fois en arrêt total pendant 1 h 30, faute de bras pour le faire tourner.

Les salaires trop faibles, les primes qui baissent, la production et la charge de travail qui augmentent sont au cœur des préoccupations de tous les salariés. Ce qui s'est exprimé le plus, c'est qu'il y en a assez

des cadences toujours plus dures : la production est passée ces trois derniers mois de 374 à 415 voitures par jour par équipe. Il s'y ajoute des salaires trop faibles : une augmentation d'au moins 150 euros net par mois est la revendication qui revenait le plus souvent. Au même moment, Toyota venait d'annoncer 24,8 milliards d'euros de bénéfices en un an : un record absolu!

Mardi 10 mai, la direction a tenté d'allumer un contre-feu en réunissant des représentants syndicaux et en annonçant une prime de 500 euros payable fin mai

pour tous les salariés, quel que soit leur type de contrat. Mais une prime n'est pas ce que réclament les travailleurs ; ce qu'ils veulent, c'est du salaire en plus, tous les mois ! Cette annonce n'a pas empêché de débrayer à nouveau quelques heures plus tard, provoquant de nouveau un arrêt de la ligne d'assemblage. Le succès de ces premiers débrayages, encore minoritaires, est un encouragement à rejoindre le mouvement pour en faire une véritable force capable de faire céder Toyota!

Correspondant LO

## Hutchinson (TotalEnergies): "Ils osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît"

TotalEnergies et Hutchinson viennent d'inviter leurs salariés à donner de un à trois jours de congé en faveur des victimes de la guerre en Ukraine. Pour chaque jour donné, Hutchinson ajoutera « généreusement » 50 euros.

Les travailleurs sont évidemment touchés par le sort de la population d'Ukraine qui subit une guerre atroce. Mais quand c'est le patron qui se met à leur parler de mobilisation et de solidarité, cela sent l'arnaque et la réaction est, à juste titre, la méfiance.

Quand ils exigent des

salaires qui leur permettraient de vivre dignement, ce n'est plus de solidarité que le patron parle mais bien de compétitivité, prétendant qu'augmenter les salaires ne serait pas possible. À Hutchinson, les salaires à l'embauche sont au smic et atteignent, après dix ou vingt ans d'ancienneté,

1 400 à 1 500 euros primes comprises, juste de quoi vivre alors que les prix explosent! Pour tous les travailleurs et une grande partie de la population, il devient de plus en plus dur de faire le plein ou se chauffer.

La solidarité de ces patrons est de la publicité pour se donner une image charitable et les travailleurs n'en sont pas dupes. Au premier trimestre 2022, le groupe pétrolier Total annonce un bénéfice record de près de 5 milliards de

dollars. Ce bénéfice, plus élevé que prévu, est bien parti pour battre le record de 2021 de 15 milliards d'euros.

Ces profits sont en partie le produit de la spéculation, mais ils proviennent aussi de l'aggravation de l'exploitation, des suppressions d'emplois, des salaires au rabais. Les cadences dans les usines Hutchinson sont toujours très hautes, impossibles à tenir dans certains secteurs. Dans certaines usines du groupe, les travailleurs sont mis au

chômage partiel certains jours de la semaine, et les autres jours ils doivent trimmer comme des fous.

Et c'est aux travailleurs qui ont sué ces profits que Total et Hutchinson osent encore demander de faire le sacrifice de leurs congés! Alors que ces profiteurs de guerre spéculent et s'enrichissent déjà sur leur dos et sur le sang des peuples, profitant de l'aubaine qu'est pour eux le conflit ukrainien...

**Correspondant LO**

## Technocentre Renault – Guyancourt: les travailleurs de PEI se font entendre

Au Technocentre Renault, à Guyancourt dans les Yvelines, la majorité des travailleurs de la société de ménage PEI sont en grève depuis mardi 3 mai. Ils exigent le maintien du salaire à 100%, ainsi qu'aucun licenciement ni mutation.



Leur mouvement a commencé fin avril quand la direction de PEI a annoncé qu'une partie d'entre eux ne travailleraient plus le vendredi. Cette annonce correspondait à la décision de la direction de donner d'ordres Renault de fermer jusqu'à nouvel ordre certains bâtiments tertiaires du site ce jour-là, et donc de baisser la prestation de PEI à 75%. Pour les travailleurs, cette baisse d'activité va se traduire par une perte de salaire de 200 à 300 euros, alors qu'ils touchent à peine le smic. Ils craignent également des suppressions

d'emplois.

Depuis, 30 salariés sur 130 seulement sont au travail, les autres étant majoritairement en grève. Ces travailleurs de toutes origines se retrouvent chaque matin pour décider de leur action et se faire entendre.

Beaucoup trouvent la décision injuste, car pendant l'épidémie de Covid, ils ont toujours été là pour désinfecter les locaux tout en subissant du chômage partiel. Les 3 et 4 mai, ils ont pu défilé dans le site et distribuer des tracts pour faire connaître leur lutte aux autres salariés. Mais

depuis jeudi 5 mai, la direction de Renault leur a interdit d'entrer au Technocentre, d'abord en leur supprimant l'accès, puis en plaçant des barrières à l'entrée principale du site.

Pas découragés, ils ont décidé lundi 9 mai de continuer la grève jusqu'à complète satisfaction de leurs revendications, fêtant cela avec la dégustation d'un maffé pour tous les grévistes, avant-goût d'une victoire espérée. Renault et PEI ont les moyens de payer les salaires de tous à 100%.

**Correspondant LO**

## Renault – Vaux-en-Velin: mensonges pour justifier une fermeture

Renault a annoncé son intention de fermer définitivement en décembre prochain les ateliers et la concession de Vaux-en-Velin, dans l'agglomération lyonnaise, où travaillent 105 salariés.

Le groupe évoque un manque de rentabilité, dû selon lui à la présence « d'une population à faibles revenus par foyer, inférieurs à la moyenne nationale » ainsi qu'à « des zones de trafic et de non-droit ». Les travailleurs du site, qui se sont mobilisés et réunis à l'entrée, dénoncent ce prétexte malhonnête qui ne sert qu'à justifier les choix économiques de Renault et plein de mépris pour la population de

Vaux-en-Velin.

D'ailleurs, comment peut-on croire les dirigeants de Renault, quand le secret des affaires leur permet d'affirmer ce qui les arrange? Il y a quelques mois à peine, ils indiquaient encore que les résultats de la concession étaient bons, et ils disent maintenant que le chiffre d'affaires est en baisse. En réalité, si le groupe décide aujourd'hui de supprimer une concession qui existe

depuis 1973, c'est probablement qu'il espère effectuer une opération financière profitable en revendant le terrain, dans un quartier où les prix de l'immobilier ont très fortement augmenté ces dernières années.

La direction de la concession reste très vague au sujet du reclassement des salariés sur les trois autres sites de l'agglomération. Ces derniers exigent des précisions sur leurs affectations et des compensations salariales pour faire face à l'augmentation de leurs dépenses: frais de transport, de garde d'enfants, etc. Ils ont reçu le soutien de leurs collègues



des autres sites de la région lyonnaise, et d'autres rassemblements sont déjà prévus: les travailleurs n'ont en effet aucune raison de faire la moindre confiance aux

dirigeants du groupe, ni aux autorités politiques, préfet et élus, qui les tiennent à l'écart de leurs tractations avec Renault.

**Correspondant LO**

## Durisotti Liberty – Sallaumines : débrayages pour les salaires

Mardi 3 mai, à l'usine Durisotti-Liberty de Sallaumines, dans le Pas-de-Calais, quelques semaines avant les négociations annuelles obligatoires, 70 salariés environ, dont des intérimaires et des salariés des bureaux, ont débrayé pendant plus d'une heure et demie pour exiger des augmentations de salaire.

Depuis presque deux ans les travailleurs de cette usine connaissent plusieurs jours chômés par semaine. Mais actuellement, le ministère ayant passé commande dans des délais très courts, le travail a repris intensément.

Cette usine transforme des véhicules, notamment ceux de la police.

La direction avait prévu d'attendre le mois de juin pour discuter des salaires, une fois que les commandes seraient passées et les

salariés peut-être à nouveau en chômage partiel. Mais ceux-ci n'ont pas voulu laisser faire et ont préféré instaurer un rapport de force tant qu'ils ont « le trésor de guerre », comme disait l'un d'eux. Lors de l'assemblée générale du mardi 10 mai, ils ont estimé à 400 euros l'augmentation nécessaire pour que tous puissent vivre correctement. Avec l'inflation et la flambée des prix, les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Certains

ont raconté qu'ils devaient choisir quelle pièce chauffer chez eux ou calculer au centime près les budgets alimentaires. Dans cette entreprise, un ouvrier touche une paie à peine supérieure au smic. Et, depuis deux ans, il n'y a eu ni prime Covid ni treizième mois. Avec les prix qui montent, ce n'est plus possible.

Depuis 2019, les ouvriers ont déjà fait grève deux fois trois jours, pour les salaires et pour que la prime de

participation soit égale pour tous. Ils ont gagné les deux fois et sont bien décidés à recommencer.

Face au débrayage, la direction a anticipé les négociations annuelles, tout en disant bien sûr qu'elle n'a pas d'argent. Mais le groupe GFG qui possède Liberty brasse des milliards. La direction est prévenue : les salariés sont motivés pour utiliser la grève, une arme qui fait leur force.

Correspondant LO

## Hôpital Saint-Antoine – Paris : « On n'est pas des numéros »

Après avoir imposé au service d'hématologie de l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, de nouveaux cycles de travail liés aux journées de douze heures, la direction veut à présent les remettre en cause. Personne ne l'accepte.

La direction avait imposé ces cycles en septembre dernier, au moment de la mise en place des douze heures de travail par jour, et huit mois après elle décide de ne plus les respecter. Ces horaires de douze heures sont déjà un pis-aller, mais au moins, si les cycles sont fixes, ils permettent de s'organiser dans sa vie privée et sur le long terme. À présent, par l'intermédiaire de l'encadrement, la direction veut pouvoir les modifier

tous les mois, avec un roulement de travail changeant en permanence en fonction du sous-effectif.

La réaction ne s'est pas fait attendre. Les murs du service d'hématologie, mais aussi ailleurs dans l'hôpital, ont été recouverts d'affiches : « Touche au roulement : colère au tournant », « On n'est pas des numéros en Hémato », ou « Hémato en colère, on ne va pas se laisser faire »...

À plusieurs reprises,

après avoir dit à l'encadrement du service et à la direction que l'ensemble du service était contre cette remise en cause, une petite équipe d'aides-soignantes et d'infirmières a fait le tour des différents services de soins pour appeler l'ensemble de l'hôpital à se regrouper. Les discussions lors des passages dans les services ont été l'occasion de se rendre compte que les problèmes sont identiques à travers l'hôpital.

Partout il y a du sous-effectif et les conditions de travail ne cessent de se dégrader. Cela prend différentes formes : changements de repos ou repos coupés,



week-ends de travail en plus, vacances amputées, déplacements pour aller remplacer dans d'autres services que le sien...

À trois reprises, entre 20 et 60 personnes de différents services se sont regroupées. Lors des prises de parole, plusieurs soignantes

ont tenu à dénoncer les milliards pour les patrons avec le « quoi qu'il en coûte », mais rien pour les hôpitaux. Des liens se sont créés, d'autant plus importants que c'est ensemble qu'il faudra s'opposer aux reculs que la direction veut imposer.

Correspondant LO

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Russie-Ukraine : une sale guerre impérialiste

En Russie comme en Ukraine, deux pays issus de l'éclatement de l'URSS, le 9 mai est la date de commémoration de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, au cours de laquelle sont morts près de 20 millions de Soviétiques.

Lors du défilé militaire de Moscou, à défaut de pouvoir annoncer une victoire significative dans le Donbass, Poutine a de nouveau fait le parallèle entre l'« opération spéciale » qu'il mène en Ukraine et la lutte contre le nazisme. Ce parallèle grossier lui sert à justifier sa sale guerre et les sacrifices que les sanctions occidentales et la guerre elle-même engendrent pour la population russe et les familles qui pleurent les soldats morts.

Dans son discours, Poutine est revenu sur les raisons profondes qui l'ont poussé à envahir l'Ukraine. « Les pays de l'OTAN n'ont pas voulu nous entendre. (...) Une invasion de nos territoires historiques, y compris la Crimée, se préparait

ouvertement. (...) La Russie a repoussé préventivement l'agression », a-t-il déclaré. La pression militaire de l'OTAN autour de la Russie est une réalité et Poutine n'est pas simplement un dictateur paranoïaque. Pour ne parler que de l'Ukraine, depuis 2014, les États-Unis ont conseillé, soutenu et financé le gouvernement nationaliste de Porochenko, arrivé au pouvoir après la chute du prorusse Ianoukovitch. Ils ont incité ce régime à reconquérir par la force les régions séparatistes russophones du Donbass, entraînant, équipant et armant les troupes ukrainiennes, armée régulière ou milices d'extrême droite. Dès le 24 février, début de l'invasion russe, des dizaines

de milliers de missiles et d'autres équipements ont afflué vers l'Ukraine depuis les bases américaines, où cet arsenal était préparé à cet effet.

Poutine a bien sûr en tête de retrouver les frontières qui étaient celles de l'URSS, voire avant celles-ci les frontières de l'empire tsariste. Mais le régime qu'il dirige ne peut compter pour cela que sur ses missiles, ses chars et ses canons, et certainement pas sur le soutien des peuples.

Le mépris sans limite de Poutine, chef de la bureaucratie russe, pour la vie et les sentiments de la population ukrainienne en a renforcé le nationalisme, au contraire de ses attentes, et les troupes russes ont rencontré une résistance inattendue. Après ce revers, les parrains américains de Zelensky et du gouvernement ukrainien se sentent pousser des ailes et ne cachent



Le 9 mai dernier à Moscou.

plus leurs véritables objectifs. Avec la peau des Ukrainiens, ils veulent désormais faire ce qu'ils peuvent pour que la guerre dure et affaiblir au maximum le régime de Poutine. Certains parlent même de reconquérir la Crimée.

La guerre en Ukraine est ainsi de façon de plus en plus évidente une guerre entre l'impérialisme américain, entraînant de gré ou de force ses alliés européens, et les bureaucrates

et les oligarques au pouvoir en Russie, qui voudraient garder ou élargir leur zone d'influence. Un des enjeux est le contrôle des matières premières et la domination des marchés.

Les victimes immédiates sont les populations ukrainienne et russe tandis que les classes populaires de tous les pays, et plus encore celles des pays pauvres, en paient déjà le prix économique.

Xavier Lachau

## Union européenne : nouveaux adhérents malvenus

Président jusqu'à la fin juin du Conseil de l'Union européenne (UE), Macron, le 9 mai, a clairement répondu non à l'intégration de l'Ukraine au sein des vingt-sept pays membres.

À deux reprises, le matin à Strasbourg et l'après-midi à Berlin, en compagnie du chancelier Scholz, il a renvoyé le président Zelensky dans ses buts. Ce dernier aura dû se contenter d'avoir vu la tour Eiffel et la porte de Brandebourg habillées de jaune et de bleu. Il aura aussi pu entendre

que l'Ukraine est « membre de cœur de [leur] Europe », mais que, pour entrer dans l'Union proprement dite, il lui faudrait attendre « plusieurs décennies ».

La France de Macron reste en bonne place au tableau des puissances occidentales à la remorque des États-Unis, de la

Grande-Bretagne et du Canada, membres de l'OTAN et principaux pourvoyeurs d'armes à l'Ukraine, mais cultive une posture particulière. Macron se targue de conserver le contact téléphonique avec Poutine, et tarde à se montrer à Kiev, malgré les invitations réitérées de Zelensky. Outre le souci, partagé par les autres dirigeants impérialistes, de « ne pas entrer en cobelligérance », Macron, au nom du Conseil de l'UE, cherche à ne pas apparaître comme trop provocateur vis-à-vis de la Russie de Poutine.

En réalité, la question de l'entrée de l'Ukraine dans l'UE n'est plus depuis longtemps qu'un thème de propagande, destiné à faire passer l'idée que cette dernière

serait le havre de la démocratie et de la prospérité désirées par les Ukrainiens, au contraire de ce qu'ils peuvent attendre de la Russie. En fait, les dirigeants de l'UE ne veulent pas de cette adhésion, qui impliquerait des contreparties. Cependant, claquer carrément la porte sur les doigts de Zelensky ferait mauvais effet dans les circonstances actuelles et il faut donc éviter de le faire trop bruyamment.

L'Ukraine devra donc attendre aux portes de l'UE, tout comme c'est le cas, par exemple, de la Turquie depuis longtemps, mais, dit-on, une « procédure accélérée pour accéder au statut de candidat » est en voie d'élaboration. Elle

sera donc admise dans une sorte d'antichambre longue durée, une « communauté politique européenne », inventée il y a plus de trente ans par Mitterrand et exhumée par Macron. Avantage, cela pourrait être proposé à d'autres candidats peu souhaités comme l'Albanie.

L'UE, et surtout le duo franco-allemand, a ses propres affaires à régler, sans s'encombrer de nouveaux membres, potentiellement gênants. Le gouvernement ukrainien pourra remballer ses promesses à sa population, et se contenter des missiles et des canons dont Macron et ses acolytes occidentaux ne sont pas avares.

Viviane Lafont

## Marché de l'art : malade spéculative

À New York lundi 9 mai, un des cinq portraits de Marilyn Monroe exécutés par Andy Warhol en 1964 a été adjugé pour 195 millions de dollars, soit le prix de cinq hôpitaux modernes clés en main, en Europe. Il devient ainsi l'œuvre contemporaine la plus onéreuse.

Cela ne dit rien de la qualité de l'œuvre, pas plus que du génie éventuel

de son auteur ni de l'aura de son sujet. Mais cela indique la quantité de capital en quête de placements rentables et la propension des bourgeois fortunés et des multimilliardaires à se monter le bourrichon. Car c'est la volonté d'épate de ces quelques milliers de personnes, doublée de la sordide nécessité d'accumuler, qui font monter les prix

sur le marché de l'art. C'est une spéculation comme une autre et, comme partout, les plus gros requins se taillent la meilleure part.

Pour qu'un seul milliardaire puisse signer un chèque de 195 millions de dollars combien de tours doit faire la meule qui écrase les travailleurs de la planète ?

P. G.

### Nouveautés

La santé et la révolution  
Russie soviétique, 1917-1924

Collectif

Après la révolution russe d'octobre 1917, comment l'État ouvrier mena la lutte sanitaire en s'appuyant sur les initiatives des masses pauvres.

Comptes et légendes  
Les dessous des statistiques économiques

Alain Lecaïre

Croissance, chômage, hausse des prix, les chiffres présentent un visage de la réalité dans lequel on ne se retrouve guère. Ce que disent les chiffres, ce qu'ils ne disent pas. Et surtout, ce qu'on leur fait dire.

Ces deux livres sont édités par Les Bons Caractères

Collection Éclairage - 144 pages - 8,20 euros

